

Éditorial

IMMIGRATION, LES DANGERS D'UNE ÉQUIVOQUE

« *La question est de savoir si nous voulons être un parti bourgeois ou pas. Les bourgeois n'ont pas de problème avec cela [l'immigration] : ils ne la croisent pas. Les classes populaires vivent avec.* » À ceux qui désespéraient de trouver dans son discours une référence à la lutte des classes, Emmanuel Macron a répondu d'une manière inattendue lors de son allocution de rentrée devant les parlementaires de La République en marche. Face à un automne plus agité que prévu (crises des urgences, grève très suivie à la RATP et dans les professions libérales contre la réforme des retraites, manifestations de la jeunesse sur le front climatique, etc.), le président a choisi d'illustrer les clivages sociaux à l'œuvre en France à partir de la question hautement inflammable de l'« *immigration* ». Comme on pouvait s'y attendre, ce partage désormais classique entre des bourgeois (bohêmes) xénophiles et ouverts à l'altérité et un peuple (populaire) victime du cosmopolitisme des élites et hostile aux étrangers a suscité des commentaires passionnés. Du côté de la critique, on ajoute au reproche d'instrumentalisation celui d'une vision caricaturale où les classes populaires seraient condamnées au racisme. Du côté des soutiens du gouvernement, on insiste sur la nécessité de regarder les problèmes « *en face* » après plusieurs décennies

Esprit

d'inconscience coupable. N'ayant plus, en la matière, à faire preuve de sa détermination, le Rassemblement national compte les coups.

La déclaration d'Emmanuel Macron est approximative du point de vue sociologique : en cherchant bien, on trouvera sûrement quelques bourgeois xénophobes et quelques petits Blancs désargentés favorables à l'accueil des étrangers. Mais le plus grave est que ce genre de discours entretient l'équivoque à l'œuvre dès qu'il est question de l'immigration : de quoi (et de qui) parle-t-on ? S'il ne s'agit que des nouveaux venus (réfugiés politiques ou migrants économiques, la différence importe peu ici), la remarque selon laquelle les classes populaires devraient « *vivre avec* » ne vaut pas. En effet, du fait de l'absence de générosité de la France depuis la crise migratoire de 2015, les migrants sont trop peu nombreux pour que leur présence ait un véritable effet sur la vie sociale du pays. Et cela d'autant plus qu'un grand nombre d'entre eux sont maintenus dans des centres de rétention, loin des banlieues comme des quartiers huppés des métropoles. Il est vrai que, dans ce domaine, la France doit faire face cette année à une augmentation notable des demandes d'asile, essentiellement parce que l'Allemagne a décidé de mettre un terme à sa politique d'accueil. À ce sujet, on peut à la rigueur distinguer entre le droit d'asile et l'immigration économique, en dépit de ce que cette distinction comporte de discutable. De là, comme l'ont fait certains dans la majorité, à remettre en cause l'Aide médicale d'État au nom des « *abus* » dont elle ferait l'objet, il y a un pas que l'on devrait se garder de franchir. L'AME contribue pour moins de 1 % au budget de la Sécurité sociale. Quant au combat contre le populisme, il devrait se passer de l'usage de la métaphore d'origine lepéniste des « *pompes aspirantes* ».

La vérité est que le mot « immigration » désigne le plus souvent ce qu'il ne dit pas, mais ce à quoi chacun pense lorsqu'on l'entend : les Français de la deuxième ou de la troisième génération issus de l'immigration maghrébine et africaine. L'affirmation selon laquelle les classes populaires doivent « *vivre avec* » a un certain sens si l'on vise cette population qui, de fait, se trouve concentrée dans les quartiers les plus déshérités. La cohabitation y rencontre sans doute des problèmes, dont certains peuvent être de type communautaire ; encore faudrait-il les nommer correctement et ne pas se laisser piéger par des non-dits et des sous-entendus pernicious. Il faut même craindre qu'à force d'être répétée, cette lamentation sur les échecs et les différences irréconciliables finisse par prendre

Immigration, les dangers d'une équivoque

l'allure d'une prophétie autoréalisatrice. Car ce n'est plus alors à l'immigration que l'on pense, mais à l'intégration, sauf à considérer comme des nouveaux venus, voire comme des étrangers, des centaines de milliers de citoyens nés ici et dûment dotés de la nationalité française.

Simple querelle sémantique ? Il ne semble pas, car l'injustice commence déjà dans le vocabulaire. D'une part, le succès électoral de l'extrême droite s'explique en partie par cette équivoque. Dire les « *immigrés* » en pensant aux Français d'origine étrangère, c'est suggérer que la nationalité est affaire de naissance plus que d'appartenance juridique. Les fantasmes liés à la « *submersion* » ou au « *grand remplacement* » prétendent s'en prendre aux migrants d'aujourd'hui, alors qu'ils visent en fait les héritiers involontaires des migrations postérieures à la décolonisation. Le Front national répète depuis près de cinquante ans qu'il y a trop d'immigrés en France en maintenant savamment le flou sur le type de populations qu'il vise. En effet, ceux qu'il incrimine en réalité ne pourraient être renvoyés chez eux (mais où ?) qu'après avoir été déchus d'une nationalité acquise à leur naissance. Puisque même ce parti n'ose plus tenir ouvertement ce genre de propos, il parle de frontières assiégées par des hordes de nouveaux venus tout en pensant très fort à des ennemis de l'intérieur.

D'autre part, et cette fois-ci la question se pose aux partis républicains, le prix à payer de cette confusion entre immigration et intégration est exorbitant. Si l'État décide de fermer ses frontières ou de réduire l'accueil des réfugiés, il le peut. C'est d'ailleurs ce que fait la France depuis de nombreuses années. Mais, à la différence des problèmes migratoires, les mesures en matière d'intégration ne peuvent s'enfermer dans la logique du refus. Les prétendus « *immigrés* », qui sont des Français de toujours issus de l'immigration, doivent effectivement être regardés « *en face* ». La montée en puissance de l'islamisme radical fait certainement partie de ce regard sans préjugés, tout autant que les conditions sociales précaires, la discrimination à l'embauche et l'enfermement spatial dont sont victimes ces Français depuis des décennies.

S'il est bon de débattre dans une démocratie, encore faut-il s'entendre sur l'objet de la discussion. L'immigration appelle des solutions qui ne se bornent pas à des mesures administratives, lesquelles demanderaient de surcroît à être définies et coordonnées avec les autres membres de

**Le prix à payer
de cette confusion entre
immigration et intégration
est exorbitant.**

Esprit

l'Union européenne. Elle réclame, osons le dire encore une fois, une approche humaniste dont la France s'honorerait. L'intégration – terme qui n'est pas non plus sans équivoque et qui a été critiqué pour son caractère discriminatoire – est un autre problème qui touche à l'histoire de notre pays, au partage des richesses qui le caractérise ou à la diversité de sa population (au demeurant, surtout la diversité de ses classes populaires)¹. Quand bien même le gouvernement parviendrait-il à régler de manière acceptable les questions liées à l'immigration, il lui resterait beaucoup à faire en faveur de l'intégration sociale de tous les citoyens.

Esprit

1 - « Qu'est-ce qu'un français ? », s'interrogeait Patrick Weil en 2002 (éd. revue et augmentée, Gallimard, coll. « Folio histoire », 2005) dans *Qu'est-ce qu'un Français ? Histoire de la nationalité française depuis la Révolution*. La question reste d'actualité.

